



USAGERS, CONTRIBUABLES, VOTRE SERVICE PUBLIC EST EN DANGER

Aujourd'hui, vous vous présentez à un Centre des Finances Publiques pour avoir des renseignements auprès des agents des Finances Publiques.

Or, ce service de proximité est en danger au motif de réduction de la dépense publique (alors que **la fraude fiscale est estimée de 60 à 80 milliards d'euros par an**) ce qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée d'éloigner l'usager du guichet et par la suppression des effectifs.

Ce sont encore **plus de 1 800 emplois qui seront supprimés en 2017 s'ajoutant aux 2 000 suppressions de 2016** dans notre administration.

La Direction Générale des Finances Publiques a perdu 35 000 emplois depuis 2002.

Près de 300 emplois supprimés dans notre département depuis 2009, auxquels s'ajoutent les 60 postes vacants au 01/09/2016

La facture est lourde en termes de détérioration du service rendu !

Quelles conséquences pour vous ?

Des files d'attente qui s'allongent (campagne Impôt sur le Revenu, taxe d'habitation et taxe foncière)
Difficultés à nous joindre par téléphone, écoute et disponibilité qui se réduisent
Vous êtes renvoyés sur internet ou des centres d'appels payants.

Un accueil toujours très important :

- Plus de 16 millions de personnes en 2015 à nos guichets
- Plus de 8 millions d'appels téléphoniques
- Le sentiment des agents ne pas aller au fond des dossiers et du conseil que vous êtes en droit d'attendre.

La disparition de trésoreries de proximité et la concentration de certains services sur le département, réduisent fortement l'accès au service public.
Plus de 600 trésoreries fermées depuis 2002 !

Dans notre département, ce sont les trésoreries de Bièvres, Dreveil, Montgeron, Vigneux qui ont fermé. Les fermetures d'Athis, Mennecy et Villemoisson sont programmées au 01/01/2017. Celles des Ulis et Ris-Orangis ont été repoussés grâce à la mobilisation contre ces fermetures.

Développement à outrance de l'e-administration et ses dysfonctionnements (télé-déclaration obligatoire, télépaiement obligatoire, télé-correction),
Mise en place du Prélèvement à la source, synonyme de privatisation de la collecte de l'impôt au détriment des contribuables salariés et véritable usine à gaz pour tous, agents et usagers.

C'est la diminution des horaires de réception avec la fermeture au public deux demi-journées par semaine en Essonne.
C'est l'accueil sur rendez-vous qui remplacera l'accueil au quotidien et donc la fermeture à terme des accueils de proximité.

Pour les agents des finances publiques, il n'est pas acceptable de réduire l'action publique et ses services alors que les citoyens ont besoin de ces derniers, qui plus est dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent.

Les agents des Finances Publiques seront en grève le 15 novembre :

- pour exiger le maintien des services publics de proximité qui répondent à un besoin légitime de nos concitoyens et rétablissent l'égalité de traitement de tous,
- pour porter leurs revendications en terme d'emplois, de missions, de rémunération, et pour la défense de leurs statuts remis en cause.

ENSEMBLE, DÉFENDONS LE SERVICE PUBLIC !!!